

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 01/08/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OMYA SAS
Le Bois des Huets
58410 Entrains-sur-Nohain

Références : 240371
Code AIOT : 0005401517

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement OMYA SAS implanté Le Bois des Huets 58410 Entrains-sur-Nohain.

La présente inspection a eu lieu dans le cadre du plan pluriannuel d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OMYA SAS
- Le Bois des Huets 58410 Entrains-sur-Nohain
- Code AIOT : 0005401517 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est une carrière à ciel ouvert autorisée depuis 1999. Cette carrière fait partie des quatre carrières composant les "carrières de Jussy" sur les communes de Ciez et Entrain-sur-Nohain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites 2023
- Gestion des eaux
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.2		Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription	2 Mois
4	Limitation des consommations	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.1	/	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.4	/	Demande d'action corrective	15 Jours
13	Normes – Rejets	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.3	/	Demande d'action corrective	2 Mois
14	Traitement et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 35	/	Demande d'action corrective	1 Mois
15	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 38	/	Demande d'action corrective	2 Mois
16	Incendie et explosion	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 37	/	Demande d'action corrective	1 Mois
17	Déclarations GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 bis	/	Demande d'action corrective	6 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
----	-------------------	-------------------------	---	-------------------


2	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 47		
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 22		
5	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.2	/	
6	Points de rejet – Identification	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.3	/	
8	Traitement - Eaux domestiques et eaux vannes (ED)	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.1	/	
9	Traitement - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.2	/	
10	Traitement - Recyclage des eaux de procédés	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.3	/	
11	Normes - Prélèvements dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.1	/	
12	Normes – Consommation	Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Il est apparu au cours de cette inspection que l'ensemble des installations usine et carrière ne sont pas distinguées alors qu'elles font l'objet d'arrêtés préfectoraux distincts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques - Respect du phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexés en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.</p>
Constats : <p>L'inspection de 2023 a constaté un retard de phasage.</p> <p>En regardant ce point lors de la présente inspection, il apparaît que le site est actuellement en train d'exploiter les phases 3 et 4 en même temps. La phase 2 n'est pas remise en état.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit respecter son phasage ou déposer un dossier de demande de modification de son phasage. De plus, l'exploitant doit finaliser la remise en état de la phase 2 dans les plus brefs délais.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 Mois


N° 2 : Bruit et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 47
Thème(s) : Risques chroniques - Installations de broyage / concassage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les cribles, sauterelles-cribleuses ou toutes autres installations sources de bruit par transmission solidienne sont équipées de dispositifs permettant d'absorber des chocs et des vibrations ou de tout autre équipement permettant d'isoler l'équipement du sol.</p>
Constats : <p>L'inspection de 2023 avait constaté l'absence d'équipements permettant d'absorber les chocs et les vibrations sur les concasseurs / broyeurs.</p> <p>Il apparait que ces appareils sont équipés de silentblochs, confirmé par le sous-traitant. Ce point est soldé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 22
Thème(s) : Risques chroniques - Stockage des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 03/05/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Le stockage des matériaux se fait sur le carreau de la carrière, à proximité de l'installation de concassage-criblage. Ils sont disposés en tas, d'une hauteur maximale de 15 m.</p>
Constats : <p>Les précédentes inspections de 2022 et 2023 avaient constaté la présence de stockage de blocs de pierres sur les banquettes de la carrière.</p> <p>Lors de la présente inspection, il n'a pas été observé de stockage de matériaux sur les banquettes de la carrière. Ce point est soldé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 4 : Limitation des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.1
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. L'exploitant recherche par tous les moyens possibles et notamment, à l'occasion des remplacements des matériels et de réfections des installations, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : Sur la carrière, seules les eaux d'exhaure sont prélevées via un camion-citerne de 10 m ³ pour l'arrosage des pistes, sans dispositif de mesure volumétrique totalisateur. Les autres prélèvements d'eau des activités connexes (sanitaires et laveur de roue) se situent sur le périmètre de l'usine. Ils disposent de compteurs et le laveur de roue fonctionne en circuit fermé pour recycler l'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit pouvoir quantifier le volume d'eaux d'exhaure prélevées.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 5 : Réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Les effluents éventuels sont collectés et traités suivant leur nature. À cet effet sont distinguées : <ul style="list-style-type: none">- les eaux usées d'origine domestique et les eaux vannes, désignées ED,- les eaux pluviales et eaux d'exhaure (et eaux de rabattement) non souillées, désignées EP,- les eaux résiduelles d'autre origine provenant notamment du lavage des matériaux, véhicules et machines, les eaux pluviales et eaux d'exhaure polluées, etc., désignées EU.
Constats : Les effluents de la carrière : eaux usées, pluviales et résiduelles sont canalisés sur le périmètre de l'usine. Les eaux d'exhaure sont canalisées en fond de carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Points de rejet – Identification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.3	
Thème(s) : Risques chroniques - Eau	
Prescription contrôlée : Les points de rejet d'eau de toute nature du milieu récepteur sont au nombre de 2. Ils sont définis comme suit :	
Nature des effluents	Désignation du milieu récepteur
Eaux domestiques	Épandage après traitement
Eaux pluviales	Infiltration dans le carreau
Eaux usées	Recyclées
Constats : Il n'y a pas de rejets sur le périmètre de la carrière, les rejets d'eaux domestiques et d'eaux usées sont situés sur le périmètre de l'usine. Les eaux pluviales sont canalisées en fond de carrière où elles s'infiltrent.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 25.4
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1°) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p> <p>2°) Tout stockage éventuel d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p> <p>3°) Les réservoirs, tuyauteries, robinets, joints et tous les équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques ou dangereuses sont réalisés dans des matériaux résistant à l'action mécanique et chimique des substances.</p> <p>4°) Les produits récupérés en cas d'accidents ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit considérés comme des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>1) Le ravitaillement des engins s'effectue sur une aire étanche où les eaux sont canalisées dans un déshuileur.</p> <p>2) Les produits présentant des risques de pollution sont majoritairement stockés dans des conteneurs munis de rétentions. Ces rétentions sont apparues mal entretenues, pleines. Diminuant ainsi les capacités de rétention. Quelques produits sont stockés directement sur l'aire étanche munie de rétention.</p> <p>3) Les produits dangereux sont stockés dans leur contenant d'origine.</p> <p>4) Les produits stockés dans les conteneurs sont également sur une aire étanche, empêchant ainsi leur rejet. En cas de déversement, les produits peuvent alors être récupérés en tant que déchets et évacués vers les filières appropriées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit entretenir ses rétentions afin qu'elles puissent être efficaces en toute circonstance.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 Jours</p>


N° 8 : Traitement - Eaux domestiques et eaux vannes (ED)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.1
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Elles sont traitées conformément aux dispositions du Code des Communes.
Constats : Il n'y a ni eaux usées domestiques ni eaux vannes sur le périmètre de la carrière.
Respect de la prescription : Prescription inadaptée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 9 : Traitement - Eaux pluviales et autres eaux propres (EP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.2
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées dans le milieu naturel après décantation ou injectées en appoint dans le circuit de recyclage des eaux de procédés. En milieu karstique, ces eaux doivent être évacuées de manière à ne pas regagner directement le réseau karstique souterrain et éviter sa contamination.
Constats : Concernant les eaux de la carrière, ce ne sont que des eaux pluviales et celles-ci restent en fond de fosse. Les eaux pluviales et eaux propres des installations connexes sur le périmètre de l'usine sont collectées dans un bassin de décantation ou réinjectées dans le circuit fermé du laveur de roue. Ces eaux passent par le bassin de décantation avant rejet.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 10 : Traitement - Recyclage des eaux de procédés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Les rejets éventuels à l'extérieur du site autorisé d'eaux de procédés des installations de traitement des matériaux et de lavage des véhicules sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eaux de procédés de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats : Il n'y a pas de rejets concernant la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 11 : Normes - Prélèvements dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.1
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Pour les eaux souterraines, les quantités prélevées ne peuvent dépasser la limite de 80 m ³ /h.
Constats : Le forage se situe sur le périmètre de l'usine, il dispose d'un compteur, la consommation de 2023 est de 3 m ³ .
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 12 : Normes – Consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.2
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
Prescription contrôlée : Il n'est pas prévu de lavage des granulats.
Constats : Les granulats ne sont pas lavés sur le site.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 13 : Normes – Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 27.3
Thème(s) : Risques chroniques - Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) compris entre 5,5 et 8,5,- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) inférieure à 30°C,- couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) telle que la modification de la couleur du milieu naturel récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne dépasse pas 100 mlPt/l,- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de l'écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20°C,- matière en suspension totale (MEST mesurée suivant la norme NFT 90 105) inférieure à 35 mg/l,- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO mesurée suivant la norme NFT 90 101) inférieure à 125 mg/l,- hydrocarbures (mesurés suivant la norme NFT 90 114) inférieurs à 10 mg/l. <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets concernent les activités connexes à la carrière sur le périmètre de l'usine.</p> <p>Pour l'année 2023, les rejets analysés en juillet n'appellent pas d'observation.</p> <p>En ce qui concerne les analyses d'octobre, des dépassements en MES (170 mg/L) et en pH (8,7)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour obtenir des rejets ne portant pas atteinte à l'environnement.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois


N° 14 : Traitement et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 35
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets
Prescription contrôlée : Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure, ...) sont évacués dans ces conditions. Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.
Constats : Une partie des déchets de la carrière est stockée séparément sur l'aire étanche. Certains déchets sont mutualisés avec l'usine, stockés dans des bennes. L'exploitant n'est pas en mesure de distinguer les déchets de l'usine et ceux de la carrière. Un BSD a été demandé au hasard, celui des calcaires souillés BSD 20230213-8W3STTTYX, celui-ci est apparu complet et signé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit différencier ses flux de déchets et distinguer ceux de la carrière et ceux de l'usine.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois


N° 15 : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 38
Thème(s) : Risques chroniques - Plan
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1/2000 ^{ème} de la carrière. Sur ce plan sont reportées : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- la position des ouvrages visés à l'article 18 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan a été mis à jour le 03/11/2023. Celui-ci est à l'échelle 1/1250, le rayon des 50 m est absent et le périmètre autorisé inclut celui de l'usine alors que les deux périmètres sont distincts.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit disposer d'un plan comportant toutes les informations réglementaires.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois

N° 16 : Incendie et explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/1999, article 37
Thème(s) : Risques accidentels - Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, constitués d'extincteurs, réserve de sable, d'une réserve d'eau de 120 m ³ au moins qui peut être commune avec celle du four à chaux voisin. [...]
Constats : L'exploitant dispose d'extincteurs et de la réserve d'eau de 120 m ³ commune avec l'usine. L'exploitant ne dispose pas de la réserve de sable requise.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit avoir une réserve de sable à disposition.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 Mois

N° 17 : Déclarations GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 bis
Thème(s) : Situation administrative - GEREP
Prescription contrôlée : L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'établissement concerné et des activités exercées. [...]
Constats : La déclaration GEREP de la carrière inclut également la déclaration GEREP de l'usine. L'exploitant ne distingue pas ses activités carrières et usine qui sont deux entités administratives différentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire ses déclarations GEREP séparément pour les activités de l'usine et de la carrière.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 Mois